

Support de diffusion interne des informations médicales et sanitaires publiées par la presse écrite locale. Le contenu des articles qui y sont compilés n'engage pas la responsabilité du Bureau de l'OMS au Congo.

GOUVERNEMENT

Georges Moyen entre en possession des clés du ministère de la Santé et de la population

Source: Les Dépêches de Brazzaville
N° 828 du Lundi 28 Septembre 2009, P.3

Neuf jours après sa nomination au poste de ministre de la Santé et de la population, le ministre Georges Moyen a pris ses fonctions, le 24 septembre, à Brazzaville, en remplacement de la ministre Émilienne Raoul, appelée à une autre responsabilité ministérielle.

Il a été présenté au nouveau ministre de la Santé et de la population les textes organiques, les moyens roulants acquis, les dossiers inventoriés archivés de mars 2007 à septembre dernier ainsi que ceux en cours de traitement et/ou en instance. L'équipe sortante a également exposé clairement sur la situation financière et budgétaire de ce ministère.

Respectant le rituel administratif, les deux personnalités ont ensuite signé, devant leurs administrés, le compte-rendu de la passation de service. Le ministre entrant aura la lourde responsabilité de réformer de fond en comble ce département ministériel. Au niveau international, Georges Moyen continuera à travailler avec la Banque mondiale et avec les médecins cubains, dans le cadre de la lutte antivectorielle (contre les moustiques). Il exploitera les négociations sanitaires engagées avec le Nigeria. Le nouveau ministre poursuivra ainsi les négociations avec les institutions sanitaires internationales, dont le but est de mobiliser des fonds. Ces capitaux permettront de mettre en oeuvre le Programme de développement des services de santé

Sur le plan national, le ministre entrant poursuivra les oeuvres amorcées personnellement par le



Les ministres Émilienne Raoul et Georges Moyen signant le procès verbal

.président de la République, notamment celles consistant à rendre effective la gratuité du traitement antipaludique, du dépistage du VIH/sida et des examens biologiques. Le ministre devra organiser, par ailleurs, des tables rondes sur les déterminants socio-économiques de la santé, sur les évacuations sanitaires des Congolais à

l'étranger, sur le renforcement du plateau technique du corps soignant et sur le dépistage néonatal de la drépanocytose.

Enfin, Georges Moyen aura la lourde responsabilité de mettre en place, au Congo, un laboratoire de contrôle de qualité des médicaments en provenance de l'extérieur. Quant à la décentralisation des services de santé, la question sera réactualisée. Une fois cette question résolue, les élus locaux joueront pleinement leur rôle sanitaire transféré par le pouvoir central.

Au terme de la cérémonie, Georges Moyen a déclaré être «*déterminé à accomplir les missions dévolues à son département, conformément aux orientations consignées dans le programme de société le "Chemin d'avenir"*». Il compte aussi sur la «*collaboration soutenue, en plus de la solidarité et de l'esprit d'équipe des membres du gouvernement*».

Fortuné Ibara

Georges Moyen, ministre de la Santé et de la population

Source: Les Dépêches de Brazzaville
N° 828 du Lundi 28 Septembre 2009, P.5

C'est à l'âge de cinquante-sept ans que le Pr Georges Moyen a été nommé par décret présidentiel, le 15 septembre, ministre de la Santé et de la population. Praticien des hôpitaux et professeur des universités, le ministre Georges Moyen est marié et père de sept enfants.

Après avoir publié plus de cent cinquante articles dans des revues scientifiques internationales couvrant les domaines de la pédiatrie, de l'infectiologie, de la cardiologie, de l'hépatogastro-entérologie et de la santé publique, Georges Moyen obtint avec brio du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames), en juillet 1999, le titre de professeur de pédiatrie.

En novembre 1994, cette même institution le reconnaissait agrégé de médecine, option pédiatrie. En 1985, il obtenait à Dakar, au Sénégal, le certificat d'études spéciales (CES) de pédiatrie. En 1983, Georges Moyen brigua avec succès son doctorat d'État en médecine à l'université Cheikh-Anta Diop, toujours au Sénégal.

Le Pr Moyen a eu le privilège d'occuper plusieurs fonctions dans le passé : depuis 2009, président du comité consultatif du Cames ; en 2008, président de jury d'agrégation à Brazzaville ; en 2007, directeur du CES de pédiatrie ; en 2005, vice-président pour l'Afrique centrale de la Conférence des recteurs des pays membres du Cames ; depuis 2003, recteur de l'université Marien Ngouabi ; de 1999 à 2002, jury du comité technique spécialisé, vice-président de la Société de pédiatrie d'Afrique centrale ; en 1992, chef du service des soins intensifs pédiatriques au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville ; en 1993, président des associations et sociétés de pédiatrie en Afrique ; en juillet 1999, doyen de la faculté des sciences de la santé ; en 1987, président des associations de pédiatrie d'Afrique noire francophone.

Pour ses mérites, Georges Moyen a été distingué plusieurs fois : en 2004, chevalier des palmes académiques du Cames ; en 1998, chevalier de l'Ordre du mérite congolais et enfin officier dans l'Ordre du mérite français.

[Fortuné Ibara & Tiras Andang](#)

SANTÉ

ENI Foundation confirme ses engagements au Congo

Source: Les Dépêches de Brazzaville
N° 828 du Lundi 28 Septembre 2009, P.10

La Semaine congolaise de la mère et de l'enfant 2009 a confirmé, le 23 septembre, les engagements au Congo d'ENI Foundation en matière de santé et de vaccination.

Selon une dépêche de l'Agence de presse italienne qui nous a été transmise par la société pétrolière ENI Congo, la couverture vaccinale a atteint jusqu'à 90% dans les sous-préfectures concernées. Pour cette agence italienne, ENI Foundation accorde, depuis 2007, à travers le projet Salissa Mwana, une attention particulière à la santé de deux cent mille enfants de zéro à cinq ans, soit 30% de la population infantile du Congo et de leurs mères.

À l'occasion de cette Semaine congolaise de la mère et de l'enfant 2009, ENI Foundation a apporté un appui logistique avec onze unités mobiles, dont neuf terrestres et deux fluviales, en vue de garantir la bonne réussite de la campagne de vaccination, surtout en milieu rural et dans les zones d'accès difficile. L'engagement d'ENI Foundation se manifeste également à travers le projet Kento Mwana (mère-enfant) dont l'objectif est de réduire l'impact de la transmission du VIH/sida de la mère à l'enfant.

Ces dernières années, l'engagement d'ENI, en tant qu'entreprise socialement responsable et activement impliquée dans le développement du pays, s'est accru avec des projets industriels comme celui de la construction de la centrale à gaz à Cote-Matève, à Pointe-Noire, dont l'idéal est d'améliorer les infrastructures au Congo. «*Notre engagement dans ce secteur sera toujours prioritaire et constituera un élément distinctif de notre activité pour les années à venir*», a déclaré l'administrateur délégué de la société ENI, Paolo Scaroni.

En effet, le projet Salissa Mwana se développe, en particulier, à travers l'appui au service sanitaire congolais, précisément dans le secteur de la prévention épidémiologique de l'enfance, en application des orientations et conventions de l'Organisation mondiale de la santé. Au-delà de cet objectif primaire, le projet se propose d'améliorer les conditions et la capacité opérationnelle des structures sanitaires de base.

Ce projet qui ne se limite pas aux programmes de vaccination et au monitoring épidémiologique touche aussi à la réhabilitation des centres sanitaires périphériques. À ce jour, quinze centres parmi les trente prévus ont déjà été réhabilités. Dans le même cadre, ce projet, qui prévoit également la formation du personnel médical et paramédical, a pour objectif d'encourager et de motiver les personnes à travailler dans les zones lointaines. Parallèlement à la restructuration des centres sanitaires, des cours sont organisés dès que la structure est opérationnelle, à travers des journées d'approfondissement de thèmes spécifiques comme la gestion de la pharmacie, la stérilisation des instruments et l'utilisation des incinérateurs pour le traitement des déchets spéciaux.

Les résultats obtenus pour ces dix-huit premiers mois d'activités d'ENI Foundation sont satisfaisants au point où, sur le front de l'immunisation, quarante-six mille vaccinations ont été administrées en trois cent quatre-vingt dix jours pour deux cent quarante villages couverts et des milliers d'enfants protégés contre le tétanos, la poliomyélite et la tuberculose.

Dans les districts où les vaccinations se sont déroulées, ENI Foundation a réussi à maintenir une couverture vaccinale de 80 à 90%.

[Guy-Gervais Kitina](#)

Les experts nationaux passent en revue le diagnostic et la prise en charge de l'infection à VIH

Source: www.congo-siteportail.com

Les experts congolais de la santé se sont réunis récemment à Brazzaville où ils ont passé en revue les pratiques liées au diagnostic et à la prise en charge de l'infection à VIH chez la femme et chez l'enfant. Cette revue s'est réalisée à la faveur de la formation des médecins prescripteurs du traitement antirétroviral (ARV), tenue dans le cadre du renforcement du Programme de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME) et de la Prise en charge pédiatrique (PECP).

Organisée par le ministère de la santé en partenariat avec le Conseil national de lutte contre le SIDA (CNLS), avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres partenaires, cette formation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du nouveau cadre stratégique de lutte contre le SIDA (2009-2013) qui vise à accroître l'offre des services de prise en charge des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) au Congo.

«Nous avons abattu un travail important. Plusieurs thèmes ont été développés par les facilitateurs sous forme de conférences ou d'exposés. Au terme de cet atelier, on peut retenir que nous avons passé ensemble la revue du diagnostic de l'infection à VIH chez la mère et particulièrement chez l'enfant. Nous allons faire de telle sorte que les acquis enregistrés puissent être mis en place», indiqué le directeur général de la santé, le professeur Alexis Elira Dokekias.

Il a salué la détermination et la disponibilité du principal facilitateur de cette formation, le

consultant français, professeur en pédiatrie et spécialiste du VIH/SIDA, Christian Courpotin et recommandé aux participants de partager, dans le cadre de leurs services, les connaissances acquises aux collègues médecins qui n'ont pas pu prendre part à cet échange de renforcement des capacités.

Il s'agit, selon lui, de faire en sorte que l'infection à VIH ne soit pas une infection dont la prise en charge est réservée à une certaine catégorie d'agents. L'idéal est que tous les médecins qui traitent les autres maladies telles le paludisme puissent également conduire le traitement de l'infection à VIH, compte tenu de la fréquence de cette maladie dans le pays.

Au terme de cette formation, il ressort que la prise en charge, la réalisation de la charge virale quantitative semblent de plus en plus occuper une place importante dans le choix des thérapies à proposer chez la femme en grossesse et chez l'enfant. Les experts ont reprecisé les principaux schémas thérapeutiques à utiliser dans le cas de la femme enceinte dont l'infection à VIH est dépistée pendant la grossesse, de façon précoce ou tardive.

Cette formation qui a connu la participation des médecins venus de tous les départements du pays, visait à atteindre les objectifs du cadre stratégique en matière de PTME et de PECP à savoir réduire la transmission du VIH des parents à l'enfant en améliorant la qualité de la prise en charge des femmes enceintes séropositives. Cela devra permettre à terme d'augmenter le taux de femmes enceintes séropositives prises en charge et des enfants infectés (couvrir 100% des enfants vivant avec le VIH/SIDA identifiés).

[Anicet Clotaire Ndzi](#)

